



L'Allemagne d'Angela Merkel et les réfugiés

« Merkeln » pourrait bien devenir le mot préféré des jeunes Allemands en 2015 (*das Jugendwort* 2015¹). Le verbe formé à partir du nom de la chancelière est utilisé par les jeunes pour « temporiser », « être incapable de prendre une décision et d'exprimer son opinion », une façon pour eux de lui reprocher en particulier son attentisme sur la question du mariage homosexuel et ses réactions tardives sur les exactions commises par l'extrême droite contre les demandeurs d'asile. On ne manquera pas de faire le rapprochement avec l'expression « die Probleme aussitzen » – à peu près : « rester assis sur sa chaise et ne pas résoudre les problèmes » – pour qualifier en son temps l'incapacité du chancelier Kohl à trancher les questions politiques les plus délicates – du moins jusqu'en 1989. Pour Merkel comme pour Kohl, il y a, à n'en pas douter, un fond de ressenti profond dans de telles expressions. Mais est-il si justifié que cela de reprocher aujourd'hui à Angela Merkel de temporiser ? Elle n'a certes pas le tempérament d'une fonceuse

et réserve souvent sa décision tant qu'elle n'est pas assurée d'avoir trouvé le « bon » compromis. Mais n'a-t-elle pas en maintes occasions pris tout le monde de court et adopté une position en flèche là où ne l'attendait pas ? Après Fukushima, elle n'a pas hésité – au grand dam d'une partie importante des Chrétiens-démocrates et du lobby des industries nucléaires – à revenir sur sa propre décision de prolonger la durée de fonctionnement des centrales nucléaires pour s'engager dans la sortie du nucléaire et effectuer un virage en faveur des énergies renouvelables ? N'a-t-elle pas, dans la crise grecque, maintenu le cap contre vents et marées, avec la conviction qu'il n'y avait d'issue à la crise de la dette que par des réformes structurelles d'ampleur, susceptibles de relancer ensuite durablement la croissance et combattu l'idée d'un « grexit » qui avait, selon toute apparence, la faveur de son ministre des Finances, affirmant ainsi clairement le leadership allemand dans le domaine monétaire et budgétaire ? Sur la question que les sociologues et le politiquement correct appellent en France la crise des « migrants » et qui en Allemagne est celle des « réfugiés », conformément à la terminologie des Nations-Unies, la chancelière, sans doute après quelques vagues hésitations notoires, a saisi toute l'étendue du problème et rappelé, avant tous, les pays de l'Union européenne au respect de ses valeurs, invitant les Etats membres à faire preuve de

* Rédigé le 10 septembre 2015.

1. Voir www.jugendwort.de, un site mis en place par l'éditeur Langenscheidt pour déterminer le mot préféré des jeunes Allemands chaque année ; le « scrutin » sera clos le 31 octobre, mais fin août, à vrai dire après pas mal de fluctuations, « merkeln » l'emportait nettement, avec 38 % des votes, sur les autres propositions. Voir aussi *Libération*, 28.08.2015 : http://www.liberation.fr/direct/element/merkel-en-passe-de-devenir-un-verbe-pour-les-ados-allemands_16345/

responsabilité et de solidarité – entre États-membres et envers les réfugiés. Alors même que l'Allemagne connaissait une vague de manifestations xénophobes organisées par les mouvements néo-nazis et d'attentats contre des foyers pour demandeurs d'asile, 340 au total depuis le début de l'année. Les manifestations de Heidenau en Saxe ont été pour la chancelière, jusqu'alors réservée sur la question², comme le révélateur de ce qu'il fallait faire : affronter les manifestants d'extrême droite en leur opposant le principe d'« aucune tolérance pour les actes xénophobes en Allemagne, qui remettent en cause la dignité d'autrui »³ et manifester la détermination de l'État de droit d'assurer l'accueil et la protection des réfugiés. À son initiative, l'Allemagne a suspendu pour les réfugiés syriens et érythréens l'application du règlement de Dublin obligeant tout demandeur d'asile à présenter sa demande dans le premier pays de l'Union européenne où il se présente. Ce faisant l'Allemagne applique plus clairement que ne le permet la notion générique de « migrants » la distinction entre « réfugiés » qui peuvent prétendre au droit d'asile parce qu'ils fuient la guerre et les sévices politiques dans leur pays d'origine et les « migrants » dont les motivations peuvent être plus spécifiquement économiques pour lesquels son ministre de

2. À la mi-juillet, A. Merkel avait été l'objet de nombreuses critiques quand dans le cadre d'un « dialogue avec des citoyens » elle avait fait remarquer à une jeune élève palestinienne originaire du Liban et en attente d'un titre de séjour durable qu'il n'était pas possible d'accueillir tous les réfugiés du monde. C'était à vrai dire une version condensée de ses propos qui lui avaient valu le reproche de manquer de cœur et de traiter les problèmes avec toute l'austérité d'une spécialiste de la politique.

<http://www.sueddeutsche.de/politik/kanzlerin-im-buergerdialog-wie-merkel-ein-fluechtlings-maedchen-zum-weinen-bringt-1.2568813>

3. Propos de la chancelière à l'occasion de sa visite au centre de réfugiés de Heidenau le mercredi 26 août 2015, sous forte escorte policière, suite aux incidents et violences provoqués par des manifestants d'extrême droite cherchant à empêcher l'arrivée de réfugiés. Voir <http://www.mdr.de/sachsen/dresden/chronik-heidenau-ereignisse100.html> et www.focus.de/politik/deutschland/dublin-verfahren-wird-ausgesetzt-wir-lieben-dich-syrer-danken-angela-merkel-in-sozialen-netzwerken_id_4909950.html

l'Intérieur, Thomas de Maizière, prévoit une politique plus sévère avec reconduite plus rapide aux frontières. Cette prise de position de la chancelière semble avoir débloqué les bonnes volontés qui n'attendaient que de pouvoir s'exprimer en Allemagne pour accueillir les réfugiés, faisant preuve d'une générosité qui a provoqué l'admiration des médias du monde entier. *Le Monde* appelait même, sous la plume d'Arnaud Leparmentier, le 2 septembre 2015, à « aider Merkel »⁴. Une nouvelle Allemagne, dont l'image avait été plus ou moins ternie selon les pays et les points de vue par l'intransigeance dont elle avait fait preuve sur la question de la dette grecque, voyait le jour. Il n'était pas jusqu'à la *Bild-Zeitung*, dont le populisme pouvait faire craindre les pires dérapages, qui apportât son soutien aux bénévoles allemands et était pris à témoin à l'étranger comme le signe que toute une nation se levait pour la bonne cause. Rien n'était évidemment aussi simple et la CSU bavaroise, par la voix de son président Horst Seehofer, n'a pas manqué de reprocher à la chancelière d'envoyer aux réfugiés potentiels un « mauvais signal » estimant qu'aucune société ne pouvait absorber sans dommage un aussi grand nombre d'étrangers.

Les observateurs, allemands comme étrangers, relevaient bien évidemment également que les milieux gouvernementaux et les milieux économiques allemands réagissaient positivement à l'arrivée des réfugiés parce qu'ils entendaient favoriser en Allemagne une politique d'immigration pour combler les déficits d'une démographie faiblissante engendrant un net vieillissement de la population (l'Allemagne comptait malgré tout encore 81,1 millions d'habitants à la date du 30 septembre 2014, dont 8,2 millions d'étrangers, le chiffre le plus élevé depuis la mise en place du Registre

4. « Aidons Merkel » *Le Monde* en ligne du 2.0.2015. Frédéric Lemaître renchérisait dans le même quotidien le lendemain dans un article intitulé « L'Allemagne rêvée d'Angela Merkel » pour dire à quel point la chancelière était bien décidée à relever le défi que représentait l'afflux des réfugiés en Europe et plus particulièrement en Allemagne.

central des étrangers en Allemagne en 1967). En accueillant en particulier les réfugiés syriens, l'Allemagne compte sur une main-d'œuvre qualifiée qu'elle espère pouvoir intégrer aisément sur le marché du travail et faire participer ainsi à la croissance économique du pays.

Quand l'Allemagne appelle les pays de l'Union européenne à faire preuve de responsabilité et de solidarité face à l'afflux des réfugiés, au risque sinon de remettre en cause les accords de Schengen, il n'échappe à personne qu'il s'agit en même temps d'un appel à l'aide, l'Allemagne ayant déjà accueilli plus de 200 000 réfugiés et disant en attendre 400 000 et peut-être même 800 000 d'ici la fin de l'année. Ce qui risque de dépasser ses capacités d'accueil et ses moyens financiers malgré la mise œuvre d'un programme d'urgence de six milliards d'euros en 2016 sur fond de situation économique et budgétaire favorable. Le président du SPD, Sigmar Gabriel, qui est le ministre de l'Économie de la Grande coalition à Berlin, estimait au même moment que l'Allemagne était en mesure d'accueillir 500 000 réfugiés et peut-être un peu plus mais qu'au-delà elle serait débordée. Au moins, est-ce une politique qui tend à se donner les moyens de son action. Pour elle-même l'Allemagne a établi une clé de répartition des demandeurs d'asile entre Länder (« Königsteiner Schlüssel »⁵) en fonction du nombre de leurs habitants et de leurs recettes fiscales, elle attend de l'Union européenne qu'elle procède de façon semblable entre les pays de l'espace Schengen, malgré les réserves françaises sur l'établissement de quotas – levées tardivement par F. Hollande – et l'opposition déclarée des pays de l'Est de l'Union (Pologne, Tchécoslovaquie et surtout Hongrie). L'Union européenne est en passe de répondre à la demande pressante de l'Allemagne qui a su entraîner à sa suite

la France⁶ mais les quotas porteront sur 130 peut-être 160 000 réfugiés, ce qui est à la fois considérable et dérisoire si le chiffre avancé par l'Allemagne et pour elle seule devait être de 800 000.

L'admiration des médias étrangers a conduit ceux-ci à s'interroger sur l'engagement et la générosité des bénévoles allemands qui accueillent les réfugiés arrivés au bout de leur exode, après les tracasseries administratives ou policières des pays intermédiaires par lesquels ils sont passés. On les voyait riches et égoïstes, on les découvre réceptifs aux malheurs des autres et altruistes. Comment est-ce possible ? Les experts interrogés ont mis en avant l'expérience que les Allemands eux-mêmes ont eue de l'émigration sous le III^e Reich mais plus encore de l'exode à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, une expérience qui s'est traduite dans de nouveaux récits au lendemain de l'unification. Mais surtout, la grande majorité des Allemands n'a pas oublié que l'unification dont on fête cette année le 25^e anniversaire était elle-même le résultat de la fuite de centaines de milliers d'Allemands de l'Est de la RDA à l'été et à l'automne 1989, jusqu'à la chute du Mur le 11 novembre. N'est-ce pas d'ailleurs une ironie de l'histoire de voir la Hongrie d'aujourd'hui tenter d'endiguer l'afflux des réfugiés en érigeant à sa frontière avec la Serbie un nouveau « rideau de fer » alors que vingt-cinq ans plus tôt elle démantelait le « rideau de fer » de la guerre froide pour s'ouvrir au monde occidental et laissait passer en Autriche ces Allemands de RDA qui voulaient rejoindre l'Allemagne de l'Ouest ? L'arrivée des réfugiés d'aujourd'hui comme les ovations de ceux qui les accueillent ne sont pas sans rappeler les scènes de liesse d'il y a vingt-cinq ans.

Les Allemands n'ont pas oublié les leçons que leur a imposées l'histoire. Sans doute convient-il de ne pas tomber dans une sorte d'admiration béate qui négligerait les résistances que la politique de la chancelière rencontre dans son propre pays

5. Ainsi pour 2015, un Land comme la Rhénanie du Nord – Westphalie devrait-il accueillir un peu plus de 21 % des réfugiés, la Bavière 15 %, le Bade-Wurtemberg 13 % et tous les nouveaux Länder de l'est 5 % ou moins. Cf. <http://www.bamf.de/DE/Migration/AsylFluechtlinge/Asylverfahren/Verteilung/verteilung-node.html>

6. Voir *Le Monde* du 4 septembre 2015 : « La lettre commune de F. Hollande et d'A. Merkel pour accueillir les réfugiés en Europe ».

comme dans d'autres pays de l'Union européenne, qu'il n'y va pas seulement d'une réaction du cœur et qu'il s'agit bien de l'élaboration d'une politique qui prend en compte les intérêts bien compris du pays⁷. Il n'y a pas si longtemps, c'était le bourg saxon de Heidenau qui aurait passé pour être représentatif du climat régnant en Allemagne. La générosité des Allemands et la politique raisonnée de la chancelière ont fait basculer la balance dans l'autre sens. Ces deux formes d'initiative, gouvernementale et sociétale, donnent à l'Allemagne une nouvelle dimension qui lui permet de prétendre au magistère moral de l'Union européenne, quand en France trop de craintes, par peur d'un Front prétendument national, et suite à trop de compromissions par simple incantation de valeurs républicaines trop souvent oubliées, rendent timoré et placent la France à

la traîne. La députée européenne Sylvie Goulard dit très bien les choses dans sa lettre d'information du 7 septembre 2015⁸ intitulée « La patrie des droits de l'homme, vraiment ? » dans laquelle elle rapporte en introduction l'interrogation grinçante de Robert Badinter : « peut-être la France n'est-elle finalement que la patrie de *la déclaration* des droits de l'homme ? »

Un bémol toutefois s'impose : l'Allemagne généreuse se donne les moyens d'accueillir et d'intégrer les réfugiés de guerre et elle se place dans la longue durée, mais elle ne réfléchit pas aux moyens, autre que diplomatiques, qui permettraient de rétablir dans leurs pays la paix et les autoriseraient à rentrer au pays. Il ne cesse de manquer à l'Allemagne une vision stratégique de rétablissement de la paix qui lui donnerait un réel statut de puissance aux côtés de ses partenaires.

– Jérôme VAILLANT –

7. Voir entre autres <http://www.atlantico.fr/decryptage/nouvelle-allemande-qu-faut-savoir-pour-vraiment-comprendre-qui-se-passe-outr-rhin-crise-migrants-hans-stark-jerome-vaillant-2322666.html>

8. Voir <http://www.sylviegoulard.eu/>